

Après 16 ans de mondialisation et 10 ans d'euro : près de la moitié des Français s'estiment pauvres ou redoutent de le devenir !



Un sondage TNS Sofres-Logica à paraître jeudi 14 octobre dans l'hebdomadaire chrétien Le Pèlerin vient de jeter une lumière crue sur les évolutions extrêmement inquiétantes de la société française (1). *Le nombre de repas servis par les Restos du Coeur connaît une progression fulgurante depuis 15 ans.*

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES FRANÇAIS N'ARRÊTE PAS DE SE DÉGRADER, DE MÊME QUE LEUR MORAL ET LEUR FOI EN L'AVENIR

À la question "avez-vous le sentiment d'être pauvre ?", 4% des Français interrogés ont répondu "tout à fait" et 14% "plutôt". Près d'un Français sur cinq (18%) s'estime donc déjà pauvre (1% ne se prononçant pas).

Parmi les 81% restants, le pourcentage de ceux qui craignent de "tomber un jour dans la pauvreté" s'élève à plus d'un tiers (37% de ceux qui ne s'estiment pas pauvres, soit 30% de l'ensemble des Français), contre 61% étant d'un avis contraire (2% ne se prononçant pas).

Résultat spectaculaire de ce sondage, ce sont donc près de la moitié des Français (48%) qui s'estiment déjà pauvres (18%) ou qui redoutent de le devenir (30%).

Il faut noter que cette angoisse devant le futur n'épargne plus les classes moyennes et supérieures : 41% des commerçants, artisans, chefs d'entreprise craignent de devenir pauvres, une opinion partagée par les couples avec enfants (43%) et les jeunes adultes (35% des 18-24 ans, 44% des 25-34 ans).

Par ailleurs, près des deux tiers (65%) des sondés pensent que le niveau de vie de la génération des enfants d'aujourd'hui sera moins bon que celui de leur propre génération, seulement 8% imaginant qu'il sera meilleur. Pour 23%, l'avenir ne sera ni meilleur, ni moins bon (4% ne se prononçant pas).

Ce sondage confirme le sentiment que tout un chacun peut retirer de l'observation à l'oeil nu de la situation de notre pays : la société française va mal. Elle souffre à la fois d'un chômage, avoué ou caché, considérable et d'un appauvrissement - qui a bel et bien commencé - d'une part significative de sa population. Elle souffre aussi d'autre chose : d'un malaise général, d'une certaine forme de désespoir et de dégoût de soi, et d'une réelle crainte du futur.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Symptômes alarmants parmi d'autres :

- le nombre de repas servis par les "Restos du Coeur" à travers toute la France est passé de 8,5 millions en 1986 à 100 millions en 2009, en hausse de +12,5% par rapport à 2008,
- la consommation française d'anxiolytiques (médicaments antidépresseurs et autres) connaît une progression fulgurante : la quantité de psychotropes consommés par Français a été multipliée par 2 en 15 ans, passant de 0,6 à 1,2 boîte par an et par habitant entre 1992 et 2007.

Ces évolutions dramatiques doivent être mises en regard des grandes décisions stratégiques concernant l'avenir de la France qui ont été prises depuis une quinzaine d'années, et dont les effets sur la vie quotidienne sont majeurs, à la fois pour ce qui concerne l'emploi, le niveau de vie et l'espoir dans une vie meilleure.

Ces 2 grandes décisions stratégiques majeures sont :

- 1) - la politique de démantèlement général des réglementations aux échanges de capitaux, de marchandises et de services.

Cette politique, présentée aux populations occidentales sous l'intitulé fallacieux de "mondialisation inévitable" n'a pu voir le jour que par l'accord conjoint et délibéré des Etats-Unis d'Amérique et de la Commission européenne au début des années 90 (notamment le compromis de Blair House de 1003). Elle est entrée en vigueur en 1994 avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce.

- 2)- la politique de l'union économique et monétaire créant l'euro. Sa mise en place s'est étalée sur la décennie 90, à partir du traité de Maastricht ratifié en 1992. L'euro proprement dit est entré en service en 1999 dans les échanges interbancaires, et en 2002 sous forme de pièces et de billets.

Or il est de la plus haute nécessité de rappeler de quelles promesses furent assorties ces deux décisions politiques et macro-économiques décisives.

LES PROMESSES DE 1994 ET DE LA "MONDIALISATION HEUREUSE"

L'Organisation Mondiale du Commerce, créée pour présider aux démantèlements généralisés des protections aux échanges avait décrit les effets à attendre de ces décisions comme un conte de fées. C'était promis, elles bénéficieraient sans distinction à tous les peuples et à tous les individus. Par provocation - ou impéritie du site-mestre de l'organisation -, ces promesses sont toujours en ligne sur le site de l'OMC et elles méritent que l'internaute curieux les relise avec le recul du temps :

La libéralisation des échanges était censée "réduire le coût de la vie" :

"Le protectionnisme coûte cher : il fait monter les prix. Le système mondial de l'OMC permet d'abaisser les obstacles au commerce par voie de négociation et d'appliquer le principe de la non-discrimination. Il en résulte une réduction des coûts de production (car les importations utilisées dans la production sont moins chères) ainsi que des prix des produits finis et des services, et, en définitive, un abaissement du coût de la vie.

Les obstacles au commerce dans le monde entier sont plus bas qu'ils ne l'ont jamais été au cours de l'histoire récente des échanges commerciaux. Ils continuent de tomber, et nous en profitons tous."

Source : Organisation Mondiale du Commerce : http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/10ben_f/10b04_f.htm

La mondialisation était censée "accroître les revenus des particuliers"

"L'abaissement des obstacles au commerce permet aux échanges de progresser, ce qui améliore les revenus — ceux des États et ceux des particuliers. En Europe, la Commission européenne calcule qu'entre 1989 et 1993, la croissance des revenus dans l'UE a été supérieure de 1,1 à 1,5 pour cent à ce qu'elle aurait été sans le Marché unique. Il est donc clair que le commerce est une source d'augmentation des revenus."



Le logo de l'Organisation Mondiale du Commerce

Ces balivernes avaient été puissamment relayées en France par toujours la même poignée d'experts prétendus et ayant seul accès aux médias (ce qui excluait, nous l'avons rappelé ces derniers jours, le seul Prix Nobel français d'économie Maurice Allais, systématiquement boycotté par les mêmes médias). C'est par exemple cette promesse d'une "mondialisation heureuse" qu'avait assénée aux Français - avec quels renforts médiatiques ! - l'essayiste Alain Minc.

Alain Minc
La mondialisation
heureuse



POCKET La France sera-t-elle
le mauvais élève de la modernité ?
Elle mérite mieux.

La Mondialisation heureuse, livre d'Alain Minc paru en 1997. Avec 13 ans de recul, la relecture de cet ouvrage révèle à quel point ce tissu d'erreurs n'était qu'un vil ouvrage de propagande.

Dans un essai portant ce titre et paru en 1997, M. Minc présentait la "mondialisation" comme s'il s'était agi d'un phénomène météorologique fatal échappant à toute volonté humaine et à laquelle la France ne pouvait pas se soustraire. Mieux encore, il y prophétisait la possible "fin du chômage" (tout le chapitre 5 est consacré à cette prévision burlesque) et il rassurait son public en ces termes : « La construction européenne offre le meilleur exemple de la pratique de judoka qu'autorise la mondialisation, prendre appui sur ses propres faiblesses, se corriger et se trouver ainsi, de façon presque naturelle en position de force. L'Europe est un bouclier contre les aspects négatifs de la mondialisation, à condition d'en avoir, en revanche, tiré le meilleur profit, et de s'y être de plain-pied intégré ».

(La Mondialisation heureuse, A. Minc, Plon, 1997, page 49)

LES PROMESSES DE 2000 : L'EURO CRÉERA "UN NIVEAU SUPÉRIEUR DE RICHESSE ET DE PROSPÉRITÉ"

Telle était, parmi des centaines d'autres du même genre, la promesse de M. Yves-Thibault de Silguy lorsqu'il était Commissaire européen (de nationalité française) en charge de l'euro de 1995 à 1999.

Relisons ce qu'il écrivait dans la revue très officielle intitulée Label France (n°40 de juillet 2000) publiée par le ministère français des affaires étrangères :

"Les avantages de l'euro sont essentiellement économiques : plus de croissance et plus de compétitivité pour les entreprises.

L'euro est facteur de croissance européenne. En éradiquant les variations de change et en permettant une comparaison aisée des prix, l'euro contribue à décrocher le marché intérieur. Un grand marché sans risque de change améliore la situation des entreprises. Les consommateurs sont, enfin, les principaux bénéficiaires de la monnaie unique.

L'euro a été lancé le jour où les États ont acquis la certitude que les finances publiques seraient gérées de manière rigoureuse par tous. A cette fin a été adopté en juin 1997 un "Pacte de stabilité et de croissance" qui permettra d'assurer le retour à l'équilibre des finances publiques en 2002. Marché intérieur, Europe monétaire, Union économique : l'économie européenne se donne progressivement les moyens de son intégration dans la globalisation mondiale.

Pour le plus grand bien des Européens d'ailleurs, puisque croissance et emploi doivent en résulter et prodiguer un niveau supérieur de richesse et de prospérité."

Yves-Thibault de Silguy (à gauche) présentant l'euro à la presse en compagnie de Jacques Santer, président de la Commission européenne. Avec le recul du temps, les événements ont prouvé que les prophéties de M. de Silguy sur les effets de l'euro étaient fausses à 100%.

CONCLUSION : les Français doivent arrêter au plus vite le processus de destruction de la France et demander des comptes aux responsables du désastre

Les évolutions en cours sont d'un tel degré de gravité qu'il est désormais plus que temps de siffler la fin de partie.

Comme je le répète dans mes conférences, la suppression des protections douanières a pour effet de placer l'ensemble des salariés français en concurrence frontale avec plus de 3 milliards d'habitants (1,3 milliard de Chinois, 1 milliard d'Indiens, 580 millions d'habitants dans les pays d'Asie du Sud est, etc.) dont les salaires et les conditions sociales sont sans commune mesure inférieurs aux leurs. A ce jeu délirant - que dénonçait aussi Maurice Allais -, les Français vont tout perdre : leurs emplois, leurs industries, leurs services, leur agriculture, leur niveau de vie et le niveau de vie de leurs descendants. Actuellement, la France subit une hémorragie industrielle qui prend des allures de débandade puisque nous perdons entre 800 et 1.000 emplois industriels PAR JOUR OUVRABLE.

Comme ci cela ne suffisait pas, la monnaie unique européenne impose un taux d'intérêt unique à 16 économies dont les besoins sont opposés et, faute d'un objectif de change optimal impossible à déterminer, est devenue la variable monétaire d'ajustement mondial des déficits américains.

Du coup, l'euro est très largement surévalué (il vient de repasser la barre des 1,4 dollar ces derniers jours) et son effet concret a été décrit sans fard par Louis Gallois, Président d'EADS, dans le Figaro du 27 mars 2008 : « L'euro à son niveau actuel est en train d'asphyxier une bonne partie de l'industrie européenne en laminant ses marges à l'exportation. Si cela continue, l'industrie européenne fuira l'Europe. » Or cela continue. et l'industrie, en effet, fuit l'Europe et fuit la France.

Dès lors, ce n'est plus drôle du tout et il deviendrait criminel - notamment vis-à-vis de nos descendants - de limiter l'indignation légitime qui nous saisit à des conversations de salon désabusées et impuissantes.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~

Il y a une très grande urgence à se mobiliser, à expliquer à tout son entourage que l'ensemble de la classe politique et médiatique est désormais complètement disqualifiée pour avoir conduit la France dans le désastre. Les Français doivent se rassembler pour casser le processus en cours, sortie de l'euro et de l'UE au plus vite, et prendre dans l'urgence les mesures de protection qui s'imposent.

Viendra ensuite le moment de demander des comptes aux responsables d'un tel sinistre. Car le plus extraordinaire de l'histoire est que tous ces ultra-libéraux, qui n'ont à la bouche que la "sanction des marchés" et la "culture des résultats" se refusent de s'appliquer à eux-mêmes ce qu'ils recommandent aux autres avec morgue. Après 16 ans, nous devons les forcer à regarder tous ensemble le vrai bilan de leur gestion calamiteuse. Dans une entreprise, des résultats aussi accablants leur auraient valu une révocation par le conseil d'administration au bout de deux ans et des poursuites judiciaires pour soupçon d'abus de biens sociaux. Dans le champ politique, il est plus que temps que les Français les révoquent.

François ASSELINEAU

(1) Sondage réalisé les 24 et 27 septembre 2010, auprès d'un échantillon national de 1.000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile selon la méthode des quotas.